

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Débat

Sur le programme, le projet socialiste, le capitalisme...

- Politique -

Date de mise en ligne : lundi 17 novembre 2003

Démocratie & Socialisme

Renaud,

Le questionnaire du site de D&S m'a transmis tes interrogations. Tu poses explicitement des questions sur le capitalisme et, selon ton message, tu te poses aussi des questions implicites sur le socialisme et sur la stratégie politique à long terme.

Mes réponses ne sont pas paroles d'évangile, mais elles ont le mérite de résulter d'une expérience militante collective de la rédaction de D&S qui depuis trente ans (20 ans à la LCR et 10 ans au PS) n'a pas varié sur le programme. Nous n'avons fait qu'en utiliser la méthode pour répondre aux questions d'actualité et donc préciser les mesures qui répondent démocratiquement aux revendications réelles. Sur la stratégie, au contraire, nous avons beaucoup évolué et avons opéré un tournant important en 1994 en entrant au PS. Je vais d'abord te répondre sur le contenu du programme et ce n'est qu'ensuite que j'expliquerai la stratégie qui nous semble permettre de réaliser ce programme.

Sur le programme, le projet socialiste, l'économie sociale de marché, le capitalisme et sur la stratégie d'union de la gauche

1) "Le capitalisme peut-il être régulé, orienté, encadré, pour servir une société véritablement humaine ?"

Ma réponse :

La société capitaliste n'est pas toujours aussi inhumaine qu'elle l'est actuellement avec son chômage de masse, ses guerres et la corruption croissante qui transforme peu à peu les pays les plus développés en "républiques bananières".

Par conséquent, le capitalisme peut être régulé, orienté, encadré, pour que la société soit **un peu moins** inhumaine. Mais en aucun cas, régulation, orientation et encadrement ne peuvent rendre la société capitaliste véritablement humaine, ...tant qu'elle reste capitaliste !

2) "Le capitalisme, éventuellement régulé par la puissance publique, est-il l'horizon indépassable de l'humanité ?"

Ma réponse, induite par la précédente :

Non, le capitalisme n'est pas un horizon indépassable. Régulation, orientation et encadrement peuvent le dépasser, mais à deux conditions : qu'ils soient démocratiques et qu'ils pénètrent et dominent dans tous les secteurs d'activité en y marginalisant la régulation marchande...

Maintenant quelques remarques qui visent à nuancer certaines des formules que tu as utilisées.

3) Le capitalisme n'est pas défini par la propriété privée mais par les rapports marchands

La propriété privée qui ne peut satisfaire que la demande solvable, ne suffit pas à définir le capitalisme, car quasiment toutes les sociétés du passé reposaient sur la propriété privée des moyens de production. L'échange

marchand des biens de consommation et des moyens de production ne suffit même pas à assurer la domination des rapports capitalistes sur tous les autres. Le capitalisme suppose la transformation de la force de travail en marchandise. Celle-ci devient alors le moyen d'une nouvelle forme d'extorsion de richesses produites par les travailleurs. C'est alors que, peu à peu, toutes les activités peuvent être soumises à la régulation marchande.

Le capitalisme ne se restreint pas à développer seulement la propriété privée individuelle, il développe la propriété privée collective qui devient de plus en plus dominante (l'actionnariat). Mais on peut même imaginer un capitalisme qui repose sur une propriété publique, c'est-à-dire une propriété collective et obligatoire, par exemple une propriété d'Etat, inégalement répartie, source de profits (privés) qui pourraient être, en tout ou partie, réinvestis en actions dans la propriété d'Etat.

Ce serait un capitalisme d'Etat (ce que n'était pas l'ex-URSS, qui n'avait pas développé un tel actionnariat). Comme dans le capitalisme privatif et concurrentiel, le pouvoir de décision résulterait d'un suffrage pondéré selon le nombre d'actions possédées, mais ce suffrage serait étendu à la gestion de l'Etat et le suffrage universel aurait disparu.

4) Acheter c'est voter

Les rapports marchands instaurent, eux aussi, une régulation donc une prise de décision.

Acheter, c'est voter pour l'entreprise qui nous propose ses produits et à laquelle on apporte nos voix en proportion de notre pouvoir d'achat. Ces décisions ont lieu tout long du processus de production, de la matière première au produit fini, entre chaque entreprise et celles qui sont en amont, et elles constituent la régulation marchande de la production.

Acheter des actions c'est acheter une partie du pouvoir dans l'entreprise : ce pouvoir est réparti par le suffrage censitaire (les salariés n'ont aucune voix) et pondéré (selon le nombre d'actions possédées).

5) Suffrage universel contre suffrage censitaire ou pondéré

Le rapport de forces construit depuis la Révolution française a remplacé le suffrage censitaire par le suffrage universel, pour l'activité politique, mais cet acquis est contradictoire avec les projets de la droite qui tente en permanence de le remettre en cause par le scrutin uninominal et qui se félicite de l'abstention que s'attire la gauche. La régulation démocratique s'oppose à la régulation marchande. Elle n'est pas une simple humanisation du capitalisme. Elle le combat en supplantant le marché par la démocratie, en substituant le suffrage universel, proportionnel et direct des citoyens (un-e citoyen-ne, une voix) au suffrage censitaire, pondéré et indirect des actionnaires (une action, une voix). Dans la régulation démocratique, les voix sont accordées aux humains (à égalité) ; dans la régulation marchande, les voix sont accordées à des choses (les actions).

6) Démocratie ou bonapartisme (lire " *Démocratie ou bonapartisme* " de Domenico Losurdo, éd. Le Temps des Cerises)

La démocratie n'est pas condamnée à opérer dans la seule activité politique, en considérant que les activités économiques, même celles qui sont de droit public, devraient l'exclure. La démocratie est appelée à réguler toutes les activités. Mais, pour accéder à la démocratie, il ne suffit pas qu'une activité soit de droit public : ce n'est pas parce qu'une activité est sortie de la sphère privée, qu'elle est soumise à une régulation démocratique.

En effet, la démocratie a des ennemis influents et, loin de relever du pouvoir du peuple (dêmo-cratie), les institutions publiques obéissent, le plus souvent, à la régulation monarchique (mono-archie = pouvoir d'un seul, au moyen d'un

scrutin uninominal, notamment pour l'élection présidentielle) et à la régulation oligarchique (oligo-archie = pouvoir de quelques-uns, au moyen d'un scrutin indirect, allant jusqu'au troisième degré pour les directions des organismes publics, qui ne sont pas élues par leurs salariés mais désignées par le gouvernement). Cette déformation monarchique et oligarchique de la démocratie se présente comme un héritage du jacobinisme, alors qu'elle est du "bonapartisme", héritier du Directoire, du Consulat et de l'Empire.

7) Le socialisme n'est pas l'administration des choses

Le socialisme (une société socialiste) est souvent présenté comme une administration des choses, construite sur la propriété d'Etat et la planification centrale. Mais cette conception est stalinienne. Si on pense que le socialisme met en œuvre les valeurs identitaires de la gauche, alors il ne peut pas être défini par des choses, ni par des appareils techniques comme celui de l'Etat ou celui du ministère du plan.

Une société socialiste devra pourtant connaître une propriété publique, une législation unifiée et une planification de la production et des projets. Mais sans démocratie, la propriété publique devient pouvoir d'une oligarchie, la législation unifiée devient uniformisation et la planification ne répond qu'aux besoins de la bureaucratie.

Friedrich Engels, cédant une fois à une vision scientiste, dans formule malheureuse, a dit que le gouvernement des hommes laisserait place à l'administration des choses. C'était remplacer la démocratie par la technocratie. Toutefois, ni Karl Marx ni lui-même n'ont écrit sur la construction du socialisme : ils n'ont analysé que les réalités sociales qu'ils pouvaient observer ou dont ils connaissaient les données. C'est ainsi que Marx polémiqua contre le "socialisme d'Etat" de Lassalle et que la Commune le conduisit à mettre l'accent sur le contrôle des élus. Mais 150 ans après, nous pouvons tirer les leçons de beaucoup de tentatives et de gouvernements de la gauche. Nous savons que la démocratie est la clé du socialisme.

8) Les rapports démocratiques sont les rapports sociaux constitutifs du socialisme, de même que les rapports marchands étaient les rapports sociaux constitutifs du capitalisme.

Aucune société n'est un ensemble de techniques administratives ou productives, toute société est un ensemble de rapports sociaux par lesquels les humains exercent leurs activités sociales, vivent, communiquent et décident. Les techniques ne décident de rien et ne produisent pas de rapports sociaux. Ce sont les humains qui, par leur pratique subjective, tissent des relations sociales qui leur permettent, plus ou moins bien, de produire de nouvelles techniques.

La construction du socialisme n'est que l'extension de la démocratie, c'est-à-dire de l'égalité des droits et de la citoyenneté, notamment du suffrage universel, à toutes les activités sociales (politiques et économiques) : élections pour toutes les fonctions de pouvoir, débat public avant les orientations annuelles, extension du domaine législatif aux dépens des domaines réglementaire et contractuel (à l'inverse des principes de la V^e République et de l'actuelle décentralisation).

9) Les rapports démocratiques doivent peu à peu remplacer les autres rapports sociaux :

- ▶ l'extension des services publics réduit la part des rapports marchands ;
- ▶ l'extension des lois sociales et sociétales réduit le caractère marchand de la force de travail et développe l'égalité des droits ;
- ▶ le pouvoir est attribué aux salariés et retiré aux actionnaires (les actions deviennent des obligations) ;
- ▶ la tête du capitalisme, le secteur bancaire et financier est transformé en service public géré démocratiquement (par ses salariés) et encadré par une loi annuelle (comme la loi de finances).

Les rapports démocratiques doivent aussi remplacer les rapports bonapartistes, monarchiques et oligarchiques, qui survivent et étouffent la démocratie : suffrage universel, proportionnel et direct au lieu de scrutins uninominaux ou indirects dans des circonscriptions charcutées. En outre le respect du mandat reçu par les élus est indispensable

pour restaurer la motivation électorale et réduire l'abstention.

10) La confusion véhiculée par l'idée d'une économie sociale de marché

L'économie de marché est un euphémisme pour dire capitalisme sans le dire. "L'économie sociale de marché" ça n'existe pas. Cet intitulé d'une contribution de l'ex-GS lors d'une convention du PS était une concession inutile au discours ambiant : il avait pour fonction d'annoncer des propositions de réformes qui, compte tenu du rapport de forces social, ne pouvaient pas généraliser la démocratie aux dépens du marché et, donc, ne renversait pas le capitalisme (en particulier, la structure du système bancaire et industriel restait en l'état). Il aurait été plus exact de titrer "Programme de réformes sociales urgentes".

Ce qui existe, c'est l'insertion d'unités économiques démocratiques (ce qu'on appelle le secteur de l'économie sociale et solidaire : mutuelles, coopératives...) dans le capitalisme, dont elles restent prisonnières. Ce qui est tout autre chose.

S'engager dans des réformes (y compris en favorisant "l'économie sociale et solidaire") est indispensable car chaque victoire (qui est évidemment partielle) est un encouragement à conquérir d'autres espaces de démocratie.

L'extension des garanties données par les lois qui améliorent les conditions de travail, réduit la peur du chômage et contribue à construire le rapport de forces social. Ça contribue à la construction d'îlots de socialisme (de démocratie) dans le capitalisme. Mais ce n'est pas la construction d'un capitalisme social puisque démarchandiser partiellement la force de travail par les lois sociales, c'est introduire dans le capitalisme les ferments de sa disparition.

11) A propos du Chili et du gouvernement Mauroy.

La paralysie d'Allende n'était pas due à la fuite des capitaux et à une obligation d'importer. Mais au fait que tout ce qu'il faisait devait être négocié avec la droite et avoir son accord puisque celle-ci était majoritaire à l'Assemblée. Il ne pouvait donc pas prendre de mesures plus fortes contre les obstacles posés par le patronat. Cette faiblesse a encouragé la grève des camionneurs et les militaires putschistes.

Quant à la gauche française de 81 à 83, elle s'est précipitée dans les nationalisations avec rachat et sans instauration de la démocratie pour le secteur public nouvellement élargi et dans la mise des écoles privées sous contrôle d'établissements publics, au lieu de commencer par la mise en œuvre de mesures prioritaires et apparemment plus modestes comme la semaine de 35 heures et l'abrogation des lois anti-laïques. Le renforcement des lois sociales et la baisse des profits auraient accentué la fuite des capitaux, fait baisser les cours de la Bourse et permis le rachat des actions à bas prix pour constituer alors un secteur public où l'Etat, ayant économisé, aurait pu investir pour recapitaliser ces entreprises et résoudre la crise de la sidérurgie.

12) Pour Lula, la peur d'affronter le FMI, et donc les USA, le conduit à céder aux exigences qui lui sont présentées. Il n'a pas fait le choix d'accepter la crise inévitable que les USA créerait pour combattre une politique de gauche. Il recule devant la perspective d'une double crise politique majeure : sur la scène internationale face aux USA et à l'intérieur du Brésil face aux secteurs qui, comme lui maintenant, continueraient à céder devant les USA. Bref, il n'a pas envie d'être harcelé comme l'est Chavez au Venezuela. Il ne se rend pas compte qu'il peut sombrer comme Bertrand Aristide en Haïti (dont les milices empruntent la voie qu'occupaient jadis les "tontons macoutes"). En Amérique Latine, seuls quatre régimes ont accepté de s'affronter avec l'impérialisme américain : le régime castriste à Cuba, le régime de l'Unité Populaire au Chili, le régime sandiniste au Nicaragua, et le régime de Chavez au Venezuela. Le premier a cessé de représenter un modèle et n'est plus un danger pour les USA. Le deuxième a été battu après avoir pris Pinochet comme ministre. Le troisième a été battu après être tombé dans la corruption. Le quatrième a été deux fois sauvé par la mobilisation populaire. Le cinquième pourrait être la présidence de Lula, le débat traverse encore le PT.

13) A propos de ton pessimisme.

Le capitalisme ne peut pas être stabilisé : il produit ses propres fossoyeurs et les renforce. Il y avait un tiers de salariés parmi les actifs dans la France de 1936. Il y en avait la moitié en 45 et 70 % en 68. Il y en a maintenant 89 % ! En 36, c'est l'alliance des socialistes et communistes avec les radicaux (le "centre") qui a donné une majorité électorale au Front populaire. Depuis 1977 (grâce au Programme commun, présenté par l'Union de la gauche), la gauche est majoritaire en France. En 2000, une étude a montré que, parmi les électeurs qui se sont positionnés entre la gauche et la droite, 59 % se déclarent de gauche et 41 % de droite. Chez les moins de 50 ans, la gauche obtient un score écrasant de 64 % (51 % chez les plus de 50 ans qui étaient les moins de 50 de 68). Dans 20 ans la gauche sera majoritaire à 64 % ! Comment la droite pourra-t-elle prétendre au pouvoir ? En accroissant le caractère bonapartiste de la V^e République et en accentuant la tutelle des institutions anti-démocratiques de l'Europe néo-libérale actuelle. En effet, le résultat en sera l'abstention électorale massive du peuple de gauche (comme c'est le cas en Grande-Bretagne). La gauche détient la majorité **politique** mais il lui manque d'obtenir la confiance de ses électeurs : l'abstention de gauche l'empêche souvent de rassembler une majorité **électorale**. Le bonapartisme est l'espoir des carriéristes (de la droite et de la gauche) et il est l'objectif de la droite puisque l'abstention lui offre une majorité électorale.

14) La stratégie.

Deux facteurs (il ne s'agit pas de Besancenot) s'opposent à cette dérive blairiste.

L'un est déjà présent, c'est la puissance de la combativité sociale révélée par le mouvement social du printemps (et qui traduit l'existence de cette majorité de gauche). L'autre est à construire, c'est l'élaboration d'un programme commun de gouvernement porté par une nouvelle union de la gauche.

Les mesures qui doivent constituer ce programme de gouvernement sont connues. Elles sont notamment présentées dans les motions des courants Nouveau PS et Nouveau Monde (40 % des voix dans le PS). Elles coïncident, à peu de choses près, avec les propositions des Verts, du PCF et de la LCR. La direction majoritaire du PS n'a pas de programme alternatif à y opposer (ce n'était pas l'objet de la motion de François Hollande qui se satisfaisait de formules générales). Ces mesures ont un écho de masse parce qu'elles s'appuient sur les revendications syndicales et altermondialistes. Elles occupent une part importante des débats du Forum social européen.

Il leur manque seulement d'être discutées dans un cadre politique unitaire qui soit établi avec ou par tous les partis de la gauche. Pendant combien de temps encore, les directions du PS, des Verts, du PC, du MRC, du PRG, de la LCR et de LO trouveront-elles des prétextes pour le refuser ?

16) Premier obstacle rencontré par cette stratégie d'union de la gauche

Cette stratégie unitaire se heurte d'abord et surtout au bonapartisme dominant (la recherche de chefs), qui est entretenu par le carriérisme des élus qui dirigent les grands partis. En effet, pour être réélus, ceux-ci comptent davantage sur le clientélisme et leur rôle médiatique (qu'ils cultivent sous prétexte de "travail de terrain" et qui dépend surtout de leur activisme) que sur la qualité du programme politique de leur parti. Pour les élections les plus politiques, élaborer un tel programme obligerait ces dirigeants, alors qu'ils sont en plein désarroi face à l'offensive néo-libérale, à trouver un accord entre eux au travers d'un débat approfondi que, souvent, ils ne maîtrisent pas, parce qu'ils sont trop coupés des mouvements sociaux. C'est pourquoi les partis semblent vides d'idées et se satisfont du "moindre mal". L'incapacité répétée des dirigeants et élus des partis de respecter le mandat explicite ou implicite, donné par les électeurs, produit des responsables qui, élus pour faire des réformes, n'en projettent aucune : ils ratent les vraies réformes (la semaine de 35 h) ou se réfugient dans les réformettes (les emplois-jeunes). Ce soi-disant réformisme est un "réformisme sans réforme". Les seuls qui engagent de vraies réformes sont les néo-libéraux : leur base sociale (le Medef) est exigeante et ils lui obéissent. Mais, dans leurs campagnes électorales, il se gardent bien d'annoncer le contenu des réformes qu'ils projettent, les sachant minoritaires.

16) Second obstacle rencontré par la stratégie d'union de la gauche

Cette stratégie unitaire se heurte aussi à l'attitude protestataire cultivée par l'extrême gauche et une partie du PC et des Verts. Cette attitude de "tout ou rien", qui ne compte plus sur la démocratie mais attend seulement la crise sociale, est le pendant du "moindre mal" pratiqué par le réformisme sans réforme. Le contre-exemple stalinien a fait refluer la recherche d'un modèle, la référence à un projet de société. La construction d'une société socialiste n'est pas perçue comme une tâche actuelle à faire avancer par les réformes de tous les jours. La nouvelle argumentation

de la majorité de la LCR consiste à dire : "ils (la gauche plurielle) ont saboté le travail et maintenant ils nous (l'extrême gauche) demandent de réparer leurs dégâts en ramenant au second tour les électeurs égarés". Mais ceux qui veulent changer cette situation doivent dire : "Ils (les sociaux-libéraux) ont saboté le travail mais, si nous réparons leurs dégâts (que nous n'avons pas su empêcher), alors nous nous plaçons comme candidats à (bien) faire le travail à leur place". C'est ce que pour notre part, dans le PS, nous revendiquons comme place.

17) Construire le débouché politique pour encourager le mouvement social

L'erreur fondamentale de la LCR et de LO consiste à ne pas comprendre que si le mouvement social du printemps a été arrêté dans sa marche vers la grève générale, c'est parce qu'il ne voyait pas de débouché politique : la gauche était divisée et dépourvue de programme. Il faut proposer un gouvernement PS-Verts-PCF-LCR-LO-... Les deux extrêmes de la gauche (les sociaux-libéraux et l'extrême gauche) s'y refusent. Mais telle est l'attente du peuple de gauche, qui n'ose pas y croire mais qui sera enthousiaste si ce projet prenait forme... davantage même qu'en 1972 avec la première Union de la gauche qui a fait passer le total de la gauche de 30 % (présidentielle de 69) à 49,6 % (présidentielle de 74) !

Ceux qui s'opposent à ce débouché politique vont le payer par une crise interne et la fin de leurs espoirs électoraux (comme l'extrême gauche à partir de 1972). Ceux qui construiront cette perspective prendront les places que les autres laisseront vides.

18) Comment surmonter ces obstacles ?

D'une part, en saisissant toutes les occasions concrètes que les mouvements sociaux offrent pour convaincre par le débat politique. Mais la séparation de la gauche en plusieurs partis est un obstacle supplémentaire qui bien souvent empêche un tel débat dans toute la gauche et l'appauvrit dans chaque parti pris séparément.

D'autre part, en développant les initiatives locales et nationales (et européennes comme le FSE) de forums sociaux et de forums citoyens pour faire émerger les exigences programmatiques dont la gauche devra s'emparer en s'unissant pour se porter candidate au gouvernement avec un tel programme commun.

Enfin, en saisissant toutes les occasions concrètes que les échéances européennes et les mouvements sociaux offrent pour débattre du débouché politique et des questions constitutionnelles et convaincre en faveur d'une nouvelle union de la gauche et pour le suffrage universel proportionnel direct.

Enfin en portant à la candidature dans les élections des militant-e-s qui ont acquis leur formation par leur expérience dans le mouvement syndical et altermondialiste.

Voilà pourquoi nous attendons que tu viennes nous aider au PS.

Les membres de la rédaction de Démocratie & Socialisme participent notamment au développement des courants de gauche du PS, Nouveau Parti Socialiste et Nouveau Monde et agissent pour leur unité.

Ils sont aussi actifs dans le mouvement syndical et dans le mouvement altermondialiste.

Amicalement,
Pierre Ruscassie

Message d'origine

Objet : économie sociale de marché

Bonjour,

Je ne sais pas si c'est le lieu, mais je recherche des réponses, même très synthétiques, à quelques interrogations, qui me permettraient peut-être de franchir le pas de l'adhésion au PS.

Cette question je l'ai posée (ainsi que "qu'est-ce que le socialisme pour vous ?") sur le forum de Nouveau Monde.

Mais les réponses n'y sont pas assez nombreuses et ne vont pas assez au fond du problème selon moi.

Cette question, concerne "l'économie sociale de marché" et plus généralement le projet socialiste du 21ème siècle. Selon les réponses, le type d'engagement politique est forcément différent.

Disons, qu'après un passé de jeune militant trotskiste je suis plutôt au milieu du gué aujourd'hui, intéressé par les expériences de type Ramulaud, PUVG... mais je vois bien aussi qu'elles ne mènent pas loin et ne construisent pas une stratégie politique sur le long terme.

A vrai dire ma question est simple :

- ▶ le capitalisme, c'est à dire la propriété privée des moyens de production qui ne peut satisfaire que la demande solvable est-il, même régulé par la puissance publique, l'horizon indépassable de l'humanité ?
- ▶ l'autre question, peut-être en amont, est : le capitalisme PEUT-IL être régulé, orienté, encadré, pour servir une société véritablement humaine ?

Voir plus haut les réponses que nous apportons

Franchement j'aimerais le croire. Les grands messes révolutionnaires m'ennuient, le stalinisme me fait peur, et jusqu'à présent, aucun système de type "planificateur à tout crin" n'a abouti à autre chose qu'une horreur totalitaire.

Pourtant, quelle leçon tirer de l'exemple chilien de l'UP ?

Des salaires presque doublés, une relance de la consommation, mais dans le même temps une fuite des capitaux et une paralysie économique orchestrée par les secteurs patronaux, qui amène à une obligation d'importer, donc à un déficit, une crise aggravée et enfin un mécontentement populaire puis un coup d'Etat militaire.

Une réponse plus haut

Que penser du même scénario, en plus "light", à partir de la victoire de la gauche en 81, qui oblige la gauche à réorienter son action à partir de 83/84 vers une politique d'austérité ?

Quel sort serait réservé, dans une économie globalisée, à un pays (ou même plusieurs pays européens ?) qui choisirait, même de manière réformiste et progressive, de contrecarrer la logique marchande ?

Ça introduirait une crise en Europe (s'il s'agit d'un pays européen) qui permettrait de poser sur le terrain politique la crise sociale (que provoque le néo-libéralisme) et donc de la résoudre démocratiquement. A l'échelle mondiale, ce serait l'ouverture d'un espoir, comme le fut Cuba en 59 ou le Nicaragua en 79, mais on peut l'espérer maintenant, après la chute du mur de Berlin, un espoir appuyé sur une stratégie démocratique

Que penser enfin du renoncement, avant même d'essayer, de Lula au Brésil ?

Le réformisme n'est-il pas devenu aussi illusoire que le grand soir ?

Le réformisme est révolutionnaire s'il fait des réformes ; mais si c'est un réformisme sans réforme, il est aussi illusoire que l'attente du miracle du grand soir ; or, l'écrasante majorité de la population, la masse des salariés, attend des réformes, c'est-à-dire un programme commun de gouvernement

Pardon pour cette crise de pessimisme mais ces questions me semblent bien réelles.

Sur le programme, le projet socialiste, le capitalisme...

Je sais que certains d'entre vous ont un passé à la Ligue et qu'eux-mêmes enseignaient qu'on ne pouvait "dompter" le capitalisme (ex-dans "oui, le socialisme" maspéro 1978). Qu'est-ce qui a changé aujourd'hui qui rendrait cette régulation possible (alors que les "masses" sont encore moins mobilisées et moins conscientes politiquement qu'hier il me semble) ?

Réponse plus haut

J'espère que quelqu'un aura un peu de temps à me consacrer, ou à défaut, des documents à me faire passer. J'ai lu le programme "vers une économie sociale de marché" de la GS 1999.

Merci,
Renaud